

Compte rendu de la réunion sur les retraites du mardi 4 juillet à Matignon

Participants :

Mme MC Legras, M J de Tournemire, conseillers du Premier Ministre,
CNU F Richard
CSHU P Fernet, F Bargy, JP Denoeux
SAMHUR A Autret
SNAM R Rymer
SNHU P Fernet
SNPHU F Bargy, JP Denoeux

En préambule, Mme Legras annonce que des réunions interministérielles ont eu lieu qui ont confirmé la volonté du gouvernement, conformément aux préconisations du rapport Giraud, de régler la question de la retraite des HU et que le nouveau système soit en place pour le **1^{er} janvier 2007** ; par ailleurs, conscient des difficultés qu'il y aurait à utiliser l'IRCANTEC, une autre institution serait choisie pour gérer cette retraite par capitalisation.

Dans leur ensemble, les représentants présents se félicitent de ces décisions tout en exprimant quelques doutes sur la faisabilité de cette opération qui supposerait une préparation en 4 mois de toute une organisation dont les grandes lignes sont connues mais qui demande encore une longue négociation avec les ministères concernés et le plus exigeant d'entre eux, celui des Finances. Ils demandent en particulier que les négociations puissent avoir lieu en présence de délégués des 3 ministères sous l'égide de Matignon, ce qui n'est pas acquis loin de là car l'habitude est toute autre.

D'autres questions sont évoquées, notamment le caractère obligatoire ou non de ce nouveau régime, facilitant sa défiscalisation, le niveau attendu de la retraite qui donne lieu à des évaluations très en dessous de ce que les organisations syndicales espéraient exprimé à 1000 € par mois en retraite pleine.

Les représentants Hospitalo-Universitaires soulignent le caractère indispensable de *mesures transitoires* au bénéfice des personnels déjà avancés dans leur carrière, ainsi que cela avait été prévu par les accords Mattéi Ferry signés en 2003 par les ministres et les organisations syndicales.

Au cours de la discussion, F Bargy réaffirme que le moyen le plus rapide, le plus simple à mettre à mettre en place et le moins coûteux pour le gouvernement est bien l'**ICAR**, simple augmentation des émoluments sans autre complication. Ce procédé aurait l'avantage de la simplicité et pourrait faire patienter les HU, très inquiets du glissement possible des dates annoncées, en attendant la mise en place, avec l'IRCANTEC par exemple, d'un véritable régime de retraite spécifique des HU.

L'impatience de la Confédération Syndicale se manifeste par une évocation claire du fait que la **rentrée universitaire pourrait ne pas avoir lieu en médecine et pharmacie** si les négociations n'évoluaient pas au rythme voulu pour aboutir avant les échéances électorales, menace majeure qui conduirait à tout abandonner.

Les conseillers, conscients de la relative nervosité des représentants présents essaient de calmer le jeu en nous renvoyant à la négociation avec les ministères dont ils n'envisagent cependant pas qu'elle puisse avoir lieu avant septembre.

La réunion est levée après avoir pris date de principe pour le début septembre.